

LA DÉMOCRATIE HONGROISE DE PREMIÈRE DE LA CLASSE À MAUVAISE ÉLÈVE ?

par Péter Niedermüller

En 1989, les Hongrois voyaient la démocratie comme l'immense espoir de jouir d'une société libre et ouverte. Trente ans plus tard, la Hongrie est officiellement devenue un « État illibéral » empreint de nationalisme et de corruption. L'opposition est fragmentée et la société est divisée sur les plans politique, économique et géographique. La Gauche progressiste est impuissante face à cette situation.

L'événement symbolique qui a marqué le changement de régime en Hongrie a été la réinhumation, le 16 juin 1989, d'Imre Nagy, l'ancien premier ministre exécuté après l'échec de la révolution de 1956. Le discours le plus mémorable prononcé ce jour-là a été celui d'un jeune homme de 26 ans qui a ouvertement demandé le retrait des troupes soviétiques et tenu des propos virulents à l'égard de l'oppression communiste. Ce jeune homme s'appelle Viktor Orbán. C'est ce même Viktor Orbán qui est aujourd'hui la figure de proue de l'extrême droite européenne et le plus proche allié de Vladimir Poutine en Europe. C'est ce même homme qui a déclaré que la Hongrie était une démocratie illibérale, qui défend une Europe chrétienne, attaque sans cesse l'Union européenne, mène une politique nationaliste axée sur la peur et la haine, n'hésite pas à user de tropes antisémites racistes et, si nécessaire, parle même de « grand remplacement ». Ces dernières années, aucun autre décideur politique en Europe n'a changé sa vision politique de manière aussi radicale en si peu de temps. Et aucun autre pays n'aurait suivi son dirigeant sur cette voie en lui opposant si peu de résistance : Viktor Orbán a remporté trois élections

depuis 2010 et il détient encore aujourd'hui une majorité des deux tiers au Parlement hongrois. Son parti a remporté une nouvelle victoire aux dernières élections européennes, avec un score de 51 %.

Cela fait près de trente ans, depuis 1989, que la société hongroise et ses acteurs politiques peinent à se mettre d'accord sur une vision pour l'avenir du pays, les exigences de la démocratie et des valeurs communes. Aucune vision des valeurs fondamentales sur lesquelles bâtir un système politique capable d'encadrer le développement du pays n'est partagée par une majorité de Hongrois.

Les partis de droite ont pris l'habitude de flirter avec le nationalisme, d'idéaliser le passé et de réécrire l'histoire. Le Parti socialiste a accepté très tôt les principes de base de la démocratie libérale, mais il n'a pas été capable de se confronter à son passé et de renouveler son discours. En outre, les inégalités sociales croissantes ont accentué les divisions au sein de la société hongroise.

Cette polarisation s'est renforcée en 2002, lorsqu'après le premier tour des élections

(qui se déroulaient alors en deux tours), un écart de seulement 1 % séparait le parti Fidesz au pouvoir et le Parti socialiste dans l'opposition. Le discours prononcé par Viktor Orbán à cette occasion a marqué un véritable tournant. Il s'est sciemment adressé aux électeurs d'extrême droite, accusant ses opposants de gauche de trahison et laissant entendre que si le Fidesz perdait les élections, ses partisans descendraient dans les rues. Après avoir perdu les élections, il a déclaré lors d'un congrès que le pays ne pouvait pas être dans l'opposition. Par « le pays », il voulait bien entendu dire lui-même et ses partisans, excluant de ce fait toutes les autres forces politiques du concept de nation.

La division politique et culturelle de la société s'est ensuite à nouveau manifestée de manière tragique à l'automne 2006, lorsque des manifestations contre le gouvernement ont tourné à la violence. La droite avait alors déclaré que la réaction de la police était un signe de la dictature politique du parti socialiste au pouvoir et une attaque contre « la nation ». Après ces événements, il n'y a plus eu de retour en arrière : le clivage de la société hongroise était désormais évident.



| Début janvier 2019 : manifestations contre le gouvernement et la « loi de l'esclavage » à Budapest.

Aujourd'hui, le parti de droite au pouvoir et l'opposition démocratique ne se considèrent pas comme des adversaires politiques, mais comme des ennemis.

La division de la société présente également une autre dimension. Le changement de régime politique s'est accompagné de la montée du capitalisme et de la mondialisation, avec pour conséquences des changements majeurs dans la société. La privatisation, la réorganisation de l'agriculture, la diminution de la production industrielle et l'importance croissante de l'économie des services ont souvent été source d'une grande insécurité existentielle. Certains ont pu s'adapter aux changements. Pour ceux-là, cette nouvelle réalité s'est parfois traduite par de meilleures opportunités et une meilleure qualité de vie. Mais les autres ne possédaient pas les compétences et aptitudes nécessaires pour aborder le « Meilleur des mondes » et leur condition s'est détériorée de manière significative. La société est divisée sur le plan économique également. Aujourd'hui, ce clivage s'observe même au niveau géographique

: les « perdants » sous-éduqués, pauvres et vulnérables vivent à la campagne, tandis que les « gagnants » très instruits vivent dans les grandes villes. La classe moyenne s'est peu à peu effacée.

Le gouvernement illibéral populiste tire massivement avantage de cette polarisation. Les pauvres et ceux qui sont menacés par la précarité, les personnes situées en périphérie veulent au moins conserver ce qu'ils ont, craignant de sombrer encore plus, et pour cela, ils sont prêts à se soumettre au pouvoir, et ce même s'ils sont insatisfaits de leur vie actuelle.

Selon une étude récente, une part importante de la classe moyenne supérieure accepte ce qui s'apparente à une dictature, car cette loyauté lui permet de conserver son confort matériel. Cette attitude politique et sociale est tout à fait caractéristique de la société hongroise sous le socialisme. Cet héritage du socialisme représente une part importante de la politique du gouvernement hongrois actuel. La polarisation de la société et le fait

que l'opposition de gauche ne soit pas encore parvenue à résoudre cette situation politique et sociale forment le pilier le plus solide du pouvoir de Viktor Orbán.

Tant qu'une solution ou une alternative ne sera pas trouvée, la situation politique en Hongrie restera inchangée.



> AUTEUR

Péter Niedermüller est membre du Parlement européen. Il est également trésorier et vice-président de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates. Il est membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE).